

La restructuration qui secoue les couloirs de RTL

■ Jeudi, RTL Belgique a officiellement dévoilé son plan de transformation.

■ Pas moins de 105 emplois sont menacés.

■ Petit à petit, les langues se délient autour et au sein de la chaîne privée.

Dossier réalisé par Alice Dive et Vincent Slits

Actionnaires

Dividendes. Selon certaines sources, RTL Belgium aurait provisionné entre dix et quinze millions d'euros pour financer ce plan de restructuration. Un plan qui a reçu mercredi soir le feu vert du conseil d'administration de l'opérateur privé. Ses actionnaires – RTL Group à hauteur de 66 % et pour le solde Audiopresse (éciteurs de la presse quotidienne francophone) – ont vu, au titre de l'année 2016, leurs dividendes ramenés de 20 à 7 millions d'euros.

Les questions d'un "plan de transformation" qui fait mal

Depuis quelques jours, plus personne dans les couloirs de RTL Belgique ne pouvait ignorer qu'une mauvaise nouvelle se profilait sur le plan social. D'autant qu'un conseil d'entreprise avait été convoqué ce jeudi matin et que des fuites dans la presse ("La Libre" du 9 septembre) avaient déjà révélé, le week-end dernier, l'ampleur de la restructuration à venir.

Le choc n'en était pas moins rude hier matin au sein du personnel à l'annonce des détails "du plan de transformation Evolve" qui marquera un tournant dans l'histoire de RTL Belgium.

1 Quelle est l'ampleur du plan de restructuration ?

Elle est importante : au total, RTL Belgique a précisé hier que "105 collaborateurs pourraient être concernés par un licenciement". Rappelons qu'il s'agit ici à ce stade d'une intention de la direction, la procédure Renault permettant aux syndicats de proposer des alternatives pour réduire en bout de course la facture sociale. Un chiffre potentiel de 105 départs à mettre en relation avec les effectifs totaux du groupe qui emploie à ce jour 800 personnes, 500 salariés et 300 indépendants. Au total, un emploi sur huit est donc aujourd'hui directe-

ment menacé.

2 Quelle catégorie de personnel sera concernée ?

A ce stade, le flou règne sur cette question. "Il n'y a pas de liste de noms qui circule mais des fonctions ont été identifiées", expliquait jeudi Christopher Barzal, directeur de la communication. Quelles fonctions ? Pas de réponse claire à ce stade, la direction de RTL Belgium souhaitant aborder cette question avec les représentants syndicaux dans le cadre de la loi Renault. Mais, à la lecture d'un mail interne, on apprend cependant que l'ensemble des départements de RTL Belgium seront impactés : régie publicitaire, rédactions, production, digital, management... La radio, elle, devrait être globalement épargnée.

Une première réunion avec les syndicats est prévue jeudi de la semaine prochaine. Dans un climat évidemment très tendu. "Les travailleurs sont en colère, déçus et abattus. [...] On peut parler d'un drame social", expliquait hier en fin de matinée Fabian Duma, permanent de la CGSLB. Une première action symbolique a eu lieu ce jeudi : une cinquantaine de membres du personnel ont chanté ironiquement, devant le bâtiment du groupe, "joyeux anniversaire"

en référence aux 30 ans de la chaîne RTL-TV1. D'autres actions ne sont pas à exclure dans les jours à venir, les syndicats parlant d'une "restructuration préventive" destinée à maintenir les dividendes des actionnaires dans une entreprise par ailleurs "rentable".

L'enjeu générationnel sera au cœur des discussions sociales. "Il faut inverser la pyramide des âges, rajeunir les cadres avec des 'digital natives' plus à même de comprendre le futur de nos médias", avait récemment expliqué Philippe Delussinne, patron de RTL Belgique, devant le cercle d'affaires bruxellois B19.

3 Quelles raisons met en avant RTL pour justifier son plan ?

Dans sa communication au personnel, la direction de RTL Belgique a avancé plusieurs points : l'arrivée de TFI sur le marché publicitaire belge, la maturité de ce même marché publicitaire, la modification dans les habitudes de consommation médias du public, la concurrence d'opérateurs télécoms locaux (Proximus, Telenet, Voo) mais aussi de nouveaux acteurs dans le domaine du streaming, Netflix notamment sans le citer. RTL a aussi adressé un tacle à la RTBF dont les financements publics "faussent la concurrence

sur un marché étriqué”.

Mais, RTL Belgique entend surtout accélérer sa mue numérique. Quelques projets ont ainsi été dévoilés hier, comme la fusion des régies publicitaires en vue de proposer aux annonceurs des solutions intégrées (TV, radio et digital), la création d'une plateforme interne de production multitâches, multimarques et multimédias ou encore le lancement d'une nouvelle plateforme de "catch-up TV", soit une "télévision dite de rattrapage" gratuite financée par de la pub ciblée. Sur le plan de l'organisation de rédactions, une distinction entre les contenus d'infos, répondant à une plus grande réactivité, et ceux davantage magazine sera opérée.

4 Quel impact sur les téléspectateurs et les auditeurs ?

Officiellement, ce plan de transformation ne devrait pas avoir d'impact sur l'offre des chaînes télé et radio de RTL dans notre pays. "On ne touchera pas à la qualité de nos programmes ou de l'information, à notre implantation locale et à la proximité avec nos publics. C'est à partir de cet impératif qu'a été conçu ce plan de transformation", a encore expliqué Christopher Barzal. Un avis que ne partage évidemment pas le personnel.

“Delusinne a transformé le département digital qui existait au sein de RTL en une équipe moribonde”

La menace qui plane sur RTL Belgique est-elle à ce point imminente qu'elle justifie hic et nunc un tel plan de transformation-restructuration ? "Si on s'en réfère à notre base de comparaison, à savoir l'année 2016 qui était une très belle année pour la télévision commerciale en général, il est clair que le trend n'est pas bon", observe Bernard Cools, directeur général adjoint de l'agence média Space. "Mais en même temps, nuance-t-il, la situation de RTL du point de vue publicitaire n'est pas catastrophique non plus. On peut donc légitimement s'interroger sur le timing de ce plan ainsi que sur sa relative brutalité."

"RTL avait le temps et l'argent pour le faire de façon douce", assure un autre fin observateur du secteur. Qui poursuit : "Depuis dix ans, il y a de l'argent sur les comptes de RTL pour remplacer chaque année 20 personnes. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait ? Pourquoi le management du groupe procède-t-il aujourd'hui de la sorte ? TF1 vend à l'heure actuelle un spot de pub par jour, ce qui signifie qu'il peine à entrer sur le marché publicitaire belge. RTL aurait pu mettre en place un plan de transformation progressif plutôt que d'aboutir à enclencher la procédure Renault." Un troisième, lui aussi sous le couvert de l'anonymat, livre son analyse de la situation : "Selon moi, cette décision radicale de la part de RTL pourrait s'expliquer par la perspective d'une cession progressive du groupe. Mais bien évidemment, vous ne pouvez pas vendre ce dernier avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête."

Visiblement plus défensif que les autres groupes médias en Belgique quant aux questions relatives à la digitalisation et au changement de nos modes de consommation médias, RTL aurait-il ainsi manqué le train du numérique ? "RTL a en effet toujours été plus tiède en la matière", constate M. Cools. "Le digital ne rapporte pas immédiatement, c'est un investissement sur

l'avenir. Ne voyant pas arriver de revenus à court terme, RTL n'a pas injecté beaucoup d'énergie là-dedans. A contrario, la RTBF – qui est certes en très grande partie financée par le public – a clairement misé sur le digital via sa plateforme Auvio notamment."

"RTL s'est acheté une réglementation plus souple au Luxembourg"

"Le principe est finalement assez simple, expose un autre. Plus le public est fort, plus le privé devra dépenser de l'argent. Philippe Delusinne (CEO de RTL Belgium, NdLR) a endormi le marché par lobbying politique et n'a eu de cesse que d'obtenir en face de lui un service public qui soit le moins performant possible. Il a par ailleurs tout fait pour repousser au plus tard l'arrivée de TF1 sur le marché publicitaire belge." Et le troisième de rappeler au passage : "Certes la RTBF reçoit 80 % de subventions publiques mais soulignons aussi que RTL s'est acheté une réglementation plus souple en optant pour un statut luxembourgeois [...]"

Quoi qu'il en soit, RTL Belgique se retrouve aujourd'hui au pied du mur. "Il y a cinq ans, confie une source proche du dossier, RTL avait créé via son directeur opérationnel de l'époque un département digital de 40 personnes. Malheureusement, celui-ci a été transformé – au moment du départ du directeur en question – par Philippe Delusinne en une équipe moribonde qui a interrompu tous ses développements digitaux. Un manager avisé aurait dû se dire qu'il était judicieux d'investir en la matière. Mais celui-ci a préféré mettre de l'argent à son actionnaire sachant que le temps des gros efforts serait de toute façon venu." "Pour moi, termine-t-il, il y a eu ici clairement une faute de management de la part du CEO. Cette gestion paraît anormale au sein d'une entreprise qui est bien loin d'être mal en point." Pour rappel, RTL Belgium enregistre aujourd'hui un résultat opérationnel de quelque 43 millions d'euros.

“Depuis dix ans, il y a de l'argent sur les comptes de RTL pour remplacer chaque année 20 personnes [...]"

Un expert du secteur.

Réaction

“Un choc”

Inquiétude. *“C’est un choc. Même si des bruits circulaient, le personnel n’y croyait pas ce jeudi matin. Certains pleuraient dans les couloirs. Et l’inquiétude durera encore pendant plusieurs mois car il faudra du temps pour voir plus clair sur les contours de ce plan et savoir qui partira ou restera. Pendant ce temps, les gens se regarderont en se demandant quoi...”*, nous expliquait

ce jeudi un membre du personnel de RTL Belgique. Et d’ajouter : *“Dans un contexte de baisse des recettes, réduire les coûts était la seule manière pour la direction de maintenir un dividende intact pour les actionnaires. Philippe Delusinne n’est pas un boucher sur le plan social et il a toujours été attentif aux gens mais son employeur, ce sont les actionnaires et il fera le job sans états d’âme”*, ajoute-t-il encore. Un autre interlocuteur, observateur du dossier, a une autre lecture : *“RTL est un opérateur local qui apporte une valeur à la Communauté française et est un*

contributeur réel à l’économie francophone. Aujourd’hui, il doit se restructurer pour combattre un ‘prédateur’, en l’occurrence TF1 qui vient capter une partie du marché publicitaire belge, sans assumer aucune obligation en matière de production locale, d’information,... Et cela dans un marché qui est déjà très étroit. La perte de rentabilité de RTL est réelle, en particulier dans le média télé. Les résultats financiers de l’entreprise masquent cette perte de rentabilité par des reprises de provisions comptables mais le fait est là. RTL devait agir...”